



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.20/30

28 avril 1994

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Quinzième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
26-30 avril 1994

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session de la Commission/
vingtième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
2-5 mai 1994

**POSITION COMMUNE AFRICAINE, DECENNIE INTERNATIONALE
DE LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES ET
CONFERENCE MONDIALE**

RESUME

1. Par sa résolution 42/169, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de proclamer une décennie de la prévention des catastrophes naturelles et, par sa résolution 44/236, elle a proclamé les années 90 Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. Au cours de cette Décennie, la communauté internationale, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, accordera une attention particulière à la coopération internationale dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles. Cette initiative réduirait, par une action internationale concertée, les pertes en vies humaines, les dégâts matériels et les perturbations économiques et sociales qu'occasionnent ces catastrophes. Les catastrophes naturelles, domaine d'intérêt de cette Décennie, comprennent les tempêtes (cyclones, ouragans, tornades et typhons), les tsunamis, les inondations, les glissements de terrain, les éruptions volcaniques, les incendies et les autres calamités d'origine naturelle telles que les infestations acridiennes.

2. Pour atteindre cet objectif, il est prévu, pendant la Décennie, de mettre l'accent sur la mise en place et le renforcement des capacités dans les pays susceptibles d'être touchés par l'une ou l'autre des catastrophes susmentionnées, d'élaborer des directives et stratégies d'action, de promouvoir la recherche scientifique et d'en diffuser les résultats et de prendre des mesures en vue de l'évaluation, de la prévision, de la prévention des catastrophes naturelles et de l'atténuation de leurs effets. Cela se ferait dans le cadre de programmes d'assistance technique et de transfert de technologie, de projets de démonstration ainsi que de programmes d'éducation et de formation adaptés à des risques et lieux particuliers et visant à évaluer l'efficacité de ces programmes.

3. Pour l'Afrique, les différentes catastrophes visées par la Décennie représentent non seulement une menace mais aussi un mode de vie, et sont aggravées par la pauvreté et le sous-développement. Pis encore, d'autres événements qui ont entraîné une altération de la santé humaine en raison d'épidémies de divers types ont épuisé les capacités humaines et fait d'une grande proportion de la population des laissés pour compte. Les pays touchés ont fait des efforts résolus pour faire face à la situation. Les différentes organisations sous-régionales et régionales du continent ont également accordé une attention particulière à la question de la prévention des catastrophes en fonction des ressources dont elles disposent.

4. En application de cette résolution sur la Décennie et dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles qui se tiendra à Yokohama (Japon) en mai 1994, des mesures ont été prises pour assurer la pleine participation de l'Afrique. Etant donné le fléau que représentent les catastrophes qu'a connues l'Afrique et leurs effets multiples et profonds sur l'environnement économique, social et, surtout politique des pays touchés, une approche multisectorielle a été adoptée.

5. Ce rapport à mi-parcours sur la mise en oeuvre en Afrique de la Décennie se fonde sur l'hypothèse que les objectifs visés pendant la Décennie, et au-delà, devrait également comprendre la réduction de l'incidence et l'atténuation des effets des "autres" types de catastrophes, provoqués par le sous-développement, que connaît l'Afrique. En outre, ce tableau synoptique comprend un bref examen des mesures prises au niveau continental pour réaliser les trois objectifs particuliers de la Décennie, tels qu'énoncés par le Comité scientifique et technique et approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies. Les activités entreprises au niveau continental seront examinées afin d'évaluer dans quelle mesure elles ont réduit les effets des catastrophes - sécheresse et désertification, risques géophysiques, catastrophes hydrométéorologiques et invasions d'insectes - et promouvoir le développement durable. Ces objectifs sont :

a) L'évaluation globale, au niveau national, des risques causés par les catastrophes naturelles dans le cadre de la planification du développement;

b) Des plans nationaux d'atténuation des effets qui englobent la prévention, la planification préalable et la sensibilisation de la communauté;

c) L'accès immédiat à des systèmes fiables d'alerte rapide et de diffusion des informations. Les indicateurs de rendement utilisés pour le dernier objectif sont les systèmes d'information (collecte, stockage, analyse et diffusion des informations) et les activités de plaidoyer.

6. Pour traduire les mesures énoncées dans le présent rapport en mesures de suivi après la conférence sur l'examen à mi-parcours de la Décennie, le chapitre VII du rapport présente un cadre pour un programme d'action africain pour la seconde moitié de la Décennie et au-delà sous forme d'une position commune africaine sur les activités de suivi. Cette Position commune est une déclaration d'intention et de détermination visant à mettre en place des capacités et à renforcer celles existant pour la prévention, la réduction, et la gestion des catastrophes naturelles de même que l'atténuation de leurs effets ainsi que pour la planification préalable dans le cadre de la planification nationale du développement durable et de l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté, principal facteur qui perpétue la vulnérabilité des populations aux catastrophes naturelles.

7. En proposant les stratégies pour la mise en oeuvre des mesures de gestion des catastrophes, et d'atténuation de leurs effets il faudrait mettre l'accent sur la nécessité urgente d'apporter une assistance aux pays sujets aux catastrophes. Cela revêt de l'importance car la plupart des pays les moins avancés du monde - 34 sur 47 - se trouvent en Afrique subsaharienne et sont les plus vulnérables aux différents risques précisément à cause des manifestations concrètes qui traduisent leur pauvreté. Par conséquent, tout effort concerté visant à réduire l'incidence et les effets du phénomène des catastrophes naturelles sur leurs populations vulnérables doit tendre à satisfaire les besoins fondamentaux de ces personnes tout en assurant simultanément le développement durable tel qu'énoncé plus haut. En outre, la responsabilité nationale est considérée comme un principe fondamental en matière de conception, d'élaboration de stratégies, de planification et d'application des mesures de prévention des catastrophes naturelles. Il se dégage également un consensus sur le fait que l'inventaire et la mobilisation des ressources intérieures devraient constituer la base des initiatives extérieures et les précéder pour que celles-ci puissent réussir.

8. Par conséquent, le cadre d'action proposé sera principalement basé sur les mesures au niveau national qui visent à réduire la vulnérabilité de chaque pays au phénomène des catastrophes en assurant un accès accru et garanti de ses citoyens aux produits alimentaires, à l'eau potable, à un logement durable, à une énergie renouvelable à faible coût et aux soins de santé primaires préventifs. Ces mesures seront complétées par les mesures suivantes qui sont proposées respectivement aux niveaux sous-régional et régional.

9. Les informations disponibles sur les institutions existantes indiquent que les capacités locales recèlent de riches potentialités. Il faut donc les exploiter et les renforcer. Trois domaines d'action prioritaire permettront d'intensifier les efforts en matière de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets:

a) Mise en place et renforcement des systèmes d'information sur les catastrophes et de bases de données appropriées, y compris le recensement global des phénomènes et zones présentant des risques réels et potentiels de catastrophes;

b) Mise en valeur et renforcement des ressources humaines et matérielles et de la capacité des institutions de recherche - développement en matière de prévention catastrophes et d'atténuation de leurs effets;

c) Mise en valeur et renforcement de la capacité en matière d'intégration des aspects de la prévention des catastrophes dans les plans et programmes nationaux de développement.

10. Les mesures dans ce domaine ne peuvent avoir d'effet que dans le cadre d'une action concertée au niveau de tous les Etats membres qui ont un but commun et font preuve d'une détermination réelle.

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 42/169, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de proclamer une décennie de la prévention des catastrophes naturelles et, par sa résolution 44/236, elle a proclamé les années 90 Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. Au cours de cette Décennie, la communauté internationale, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, accordera une attention particulière à la coopération internationale dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles. Cette initiative réduirait, par une action internationale concertée, les pertes en vies humaines, les dégâts matériels et les perturbations économiques et sociales qu'occasionnent ces catastrophes. Les catastrophes naturelles, domaine d'intérêt de cette Décennie, comprennent les tempêtes (cyclones, ouragans, tornades et typhons), les tsunamis, les inondations, les glissements de terrain, les éruptions volcaniques, les incendies et les autres calamités d'origine naturelle telles que les infestations acridiennes.

2. Pour atteindre cet objectif, il est prévu, pendant la Décennie, de mettre l'accent sur la mise en place et le renforcement des capacités dans les pays susceptibles d'être touchés par l'une ou l'autre des catastrophes susmentionnées, d'élaborer des directives et stratégies d'action, de promouvoir la recherche scientifique et d'en diffuser les résultats et de prendre des mesures en vue de l'évaluation, de la prévision, de la prévention des catastrophes naturelles et de l'atténuation de leurs effets. Cela se ferait dans le cadre de programmes d'assistance technique et de transfert de technologies, de projets de démonstration ainsi que de programmes d'éducation et de formation adaptés à des risques et lieux particuliers et visant à évaluer l'efficacité de ces programmes.

3. Ces idéaux ont été repris dans le rapport du Secrétaire général établi par le Groupe spécial international d'experts pour la Décennie. En présentant l'idée maîtresse de la Décennie, il a reconnu que la majorité des accidents et les pertes économiques les plus préjudiciables ont été supportés par les pays en développement, en particulier dans les régions les moins avancées et les plus densément peuplées qui supportent l'essentiel des accidents sans cesse croissants. Etant donné que la plupart des pays africains figurent parmi les pays les plus pauvres du monde, quels que soient les indicateurs matériels de mesure utilisés, il est évident que l'incidence des catastrophes et la vulnérabilité aux nouvelles calamités sont plus prononcées dans ces pays.

4. Pour l'Afrique, les différentes catastrophes visées par la Décennie représentent non seulement une menace mais aussi un mode de vie, et sont aggravées par la pauvreté et le sous-développement. Pis encore, d'autres événements qui ont entraîné une altération de la santé humaine en raison d'épidémies de divers types ont épuisé les capacités humaines et fait d'une grande proportion de la population des laissés pour compte. Les pays touchés ont fait des efforts résolus pour faire face à la situation. Les différentes organisations sous-régionales et régionales du continent ont également accordé une attention particulière à la question de la prévention des catastrophes en fonction des ressources dont elles disposent.

5. L'attention est maintenant portée sur la Décennie. Etant donné que l'effort est actuellement axé sur la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles qui se tiendra à Yokohama (Japon) en mai 1994, il convient toutefois de remettre en question certaines des hypothèses qui sous-tendent cet effort. Par exemple, le processus de la Décennie tient-il compte de la situation particulière de l'Afrique en matière de catastrophes? Cette question est pertinente car la Conférence n'est qu'un élément d'un long processus visant à prévenir les catastrophes qui, l'on voudrait le croire, fait partie intégrante de la lutte contre la pauvreté en tant qu'élément de la planification du développement. Comme élément de réponse à cette question, le rapport présente certains aspects de la perception qu'a l'Afrique de la Décennie, les efforts faits actuellement par le continent et ses attentes ainsi qu'un cadre d'action qui pourrait réduire les effets des catastrophes sur la population, l'économie et la société.

6. En application de cette résolution sur la Décennie et dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, des mesures ont été prises pour assurer la pleine participation de l'Afrique. Etant donné le fléau que représentent les catastrophes qu'a connues l'Afrique et leurs effets multiples et profonds sur l'environnement économique, social et, surtout, politique des pays touchés, une approche multisectorielle a été adoptée.

7. A cet égard, à sa cinquième session, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) a exprimé sa satisfaction pour les efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Commission économique pour l'Afrique, l'Organisation mondiale de la santé et le secrétariat de la Décennie de la prévention des catastrophes naturelles et exhorté les pays africains à participer activement aux initiatives en cours. En outre, la Conférence a recommandé que tous les pays africains s'efforcent d'examiner minutieusement les propositions afin de soumettre leurs contributions au secrétariat pour faciliter la mise au point finale du document en vue de sa présentation au Conseil des ministres de l'OUA en février 1994. Il était attendu que conformément à la pratique habituelle, le Conseil des ministres prenne la décision politique nécessaire concernant la Position commune sur la Décennie. Par sa résolution CM/Res 1499 (LIX) sur les activités préparatoires de l'Afrique en vue de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, le Conseil des ministres de l'OUA a approuvé les projets ad referendum et a demandé par ailleurs que les documents soient présentés à la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et de la planification à sa prochaine réunion en mai 1994. Cela leur permettrait d'apporter des aménagements au rapport. Ce processus permettrait au rapport à mi-parcours de refléter de manière claire et réaliste la mise en oeuvre de la Décennie en Afrique et d'indiquer les possibilités d'accroître les activités.

8. Ce rapport à mi-parcours sur la mise en oeuvre en Afrique de la Décennie se fonde sur l'hypothèse que les objectifs visés pendant la Décennie, et au-delà, devrait également comprendre la réduction de l'incidence et l'atténuation des effets des "autres" types de catastrophes, provoqués par le sous-développement, que connaît l'Afrique. En outre, ce tableau synoptique comprend un bref examen des mesures prises au niveau continental pour réaliser les trois objectifs particuliers de la Décennie, tels qu'énoncés par le Comité scientifique et technique et approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies. Les activités entreprises au niveau continental seront examinées afin d'évaluer dans quelle mesure elles ont réduit les effets des catastrophes - sécheresse et désertification, risques géophysiques, catastrophes hydrométéorologiques et invasions d'insectes - et promouvoir le développement durable. Ces objectifs sont :

a) L'évaluation globale, au niveau national, des risques causés par les catastrophes naturelles dans le cadre de la planification du développement;

b) Des plans nationaux d'atténuation des effets qui englobent la prévention, la planification préalable et la sensibilisation de la communauté;

c) L'accès immédiat à des systèmes fiables d'alerte rapide et de diffusion des informations. Les indicateurs de rendement de performance utilisés pour le dernier objectif sont les systèmes d'information (collecte, stockage, analyse et diffusion des informations) et les activités de plaidoyer.

9. Pour traduire les mesures énoncées dans le présent rapport en mesures de suivi après la conférence sur l'examen à mi-parcours de la Décennie, le chapitre VII du rapport présente un cadre pour un programme d'action africain pour la seconde moitié de la Décennie et au-delà sous forme d'une position commune africaine sur les activités de suivi. Cette Position commune est une déclaration d'intention et de détermination visant à mettre en place des capacités et à renforcer celles existant pour la prévention, la réduction, des catastrophes naturelles de même que l'atténuation de leurs effets ainsi que pour la planification préalable dans le cadre de la planification nationale du développement durable et de l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté, principal facteur qui perpétue la vulnérabilité des populations aux catastrophes naturelles.

II. LES CATASTROPHES NATURELLES EN AFRIQUE

A. Questions liées à leurs définition et incidences

10. Une catastrophe naturelle a été définie comme étant "tout bouleversement de l'écologie qui est supérieur à la capacité de charge de la collectivité pour lui permettre de fonctionner normalement"¹. En Afrique, cette définition peut à juste titre être modifiée. Les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les tempêtes et les ouragans sont des phénomènes naturels soudains. Ils constituent un danger ou causent des désastres uniquement lorsque les populations, les biens et les établissements sont concernés ou défavorablement affectés. Au sens strict, il y a proprement parler très peu de catastrophes "naturelles" en Afrique. Ce sont plutôt les mouvements de la population et les actions de l'homme qui les ont provoquées dans la plupart des cas.

11. Dans le cas de l'Afrique, le déséquilibre entre la répartition de la population et les ressources combiné à la croissance démographique rapide dans certains pays aggrave la crise de la gestion des catastrophes naturelles, étant donné que l'étendue des terres requises pour une capacité de viable de la population ne fait que se rétrécir du fait de la désertification et d'autres phénomènes connexes. En Afrique, les principaux phénomènes naturels, qui augmentent la vulnérabilité aux risques et entraînent en définitive des catastrophes naturelles, sont étroitement liés aux faibles niveaux de développement à la forte concentration de la population et à la fragilité des zones structurelles.

12. Les données obtenues auprès du Bureau des Etats Unis pour l'assistance extérieure en cas de catastrophes naturelles (OFDA) révèlent que les catastrophes naturelles sont des phénomènes hydrométéorologiques (26,3%) tandis que les phénomènes géophysiques représentent un pourcentage très infime (3,4%). Les autres catastrophes naturelles en Afrique rentrent dans la catégorie des catastrophes qui, selon les critères définis au titre de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, (IDNDR) ne seraient pas d'ordre naturelle.

13. La typologie précitée de l'OFDA regroupe dans une catégorie des phénomènes tels que la sécheresse, le déficit vivrier, la famine et diverses formes d'infestation (35,4%). Une deuxième catégorie englobe des phénomènes liés aux mouvements massifs et forcés des populations de personnes déplacées et de réfugiés (11,1%). Ces deux catégories ont représenté plus de 46% de toutes les catastrophes naturelles qui sont survenues entre 1969 et 1989, occasionnant plus de 2,2 millions de décès et touchant plus de 206 millions de personnes. Il est certain que les événements récents augmenteront la part constituée par les conflits civils et les déplacements de populations qui s'ensuivront.

14. En outre, un coup d'oeil aux réponses à un questionnaire sur les types de catastrophes naturelles envoyées par la majorité des pays africains montre que la sécheresse, les inondations et l'érosion du sol étaient classées parmi les principaux types de catastrophes qui frappaient le continent, suivis par l'invasion de criquets, les glissements de terrain, les cyclones et les incendies. La voix la plus autorisée, en l'occurrence le Secrétaire général de l'OUA, reconnaît que les catastrophes naturelles en Afrique sont causées par maints facteurs, au nombre desquels figurent principalement "la sécheresse, l'invasion des criquets, les guerres, les troubles civils, les inondations, les cyclones, le déficit vivrier, les épidémies et les phénomènes de nature technologique". Dans sa classification systématique des catastrophes naturelles, "les guerres, les conflits civils, les réfugiés et les personnes déplacées sont classés comme des catastrophes qui se produisent par gradation et dont les causes sont multiples"². En Afrique, l'acronyme IDNDR pourrait à juste titre être tronqué pour se lire comme suit "Décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles".

¹ Nations Unies, document A/144/322 Add.1.

² OUA, CM/1586(LI), pages 5 à 7.

B. Principales catastrophes naturelles en Afrique et mesures d'intervention³

15. Les principaux types de catastrophes naturelles sont la sécheresse et la désertification, les inondations et l'érosion du sol, suivis par les cyclones tropicaux, les feux de brousse, les glissements de terrain et les tremblements de terre qui tous surviennent dans les régions rurales d'Afrique les plus vulnérables et les moins développées sur le plan des moyens matériels. Certaines des grandes villes seraient vulnérables aux risques industriels et technologiques. Les populations qui y résident, indépendamment de l'emplacement, sont considérées comme sujettes aux risques causés par les divers types de catastrophes naturelles. On estime que les pertes découlant des principales catastrophes naturelles représentent 13,5% en moyenne du produit national brut (PNB) annuel d'un pays donné.

16. Les diverses déclarations des chefs d'Etat et de gouvernements africains prononcées lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) en 1992 brossent un tableau exhaustif de l'incidence, des causes et de l'impact de la dégradation de l'environnement ainsi que de l'ampleur des catastrophes naturelles sur le continent. Ces interventions montrent également le lien inextricable existant entre la pauvreté, la vulnérabilité économique et la prédisposition de l'Afrique aux catastrophes naturelles. Le déboisement et la désertification concomitante dans les pays africains constituent un "véritable fléau" qui détruit 2,5 millions d'hectares de terres et occasionnent des pertes annuelles de l'ordre de 26 milliards de dollars⁴.

17. La principale catastrophe naturelle en Afrique est la sécheresse. Celle-ci sévit de manière périodique et parfois très aiguë dans de nombreuses zones de la région soudano-sahélienne et de l'Afrique australe. Le deuxième type de catastrophes a trait à l'invasion des criquets et autres infestations qui causent des ravages en Afrique subsaharienne. Le troisième type de catastrophes, dû principalement à l'action de l'homme, est le mouvement forcé et massif des populations de réfugiés et de personnes déplacées. Ce phénomène provoque et aggrave la désertification, le déboisement, l'érosion du sol et la dégradation de l'environnement. Toute mesure prise pour lutter contre les catastrophes naturelles en Afrique qui ne tient pas compte de cette catégorie n'aura qu'un succès très limité et un impact négligeable⁵. Ces causes, combinées à leurs effets, sont qualitativement similaires; elles sont les causes et les conséquences perverses de la pauvreté.

III. PROFIL DES CATASTROPHES NATURELLES PAR PAYS⁶

18. Il ressort du résumé des réponses par pays que bien que près des deux tiers des pays aient défini les régions à risque, seul un peu plus du tiers des pays ont déterminé le niveau de risque supposé. Pourtant, très peu de pays ont mené des analyses détaillées sur les risques. Si la moitié des pays interrogés ont, selon les rapports, entrepris une planification visant à atténuer l'effet des catastrophes naturelles, très rares sont ceux qui ont intégré ce processus dans les plans nationaux de développement, défini des critères et des normes fondamentaux ou élaboré une législation d'ensemble approprié pour rendre ces plans opérants.

³ Les données qui sont indiquées sont tirées du "Rapport du Secrétaire général de l'OUA sur les catastrophes naturelles en Afrique - Directives pour un plan d'action en vue de la prévention de catastrophes et mesures d'intervention", Document CM/1586(LI).

⁴ Nations Unies, rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1993.

⁵ Le Document CM/1586(LI) de l'OUA illustre bien les antécédents de ces phénomènes.

⁶ Voir le Document E/ECA/CM.20/CRP.5.

19. Bien que près des deux tiers des pays aient indiqué avoir entrepris des campagnes de sensibilisation et d'information du public, seul le cinquième environ des pays ont élaboré les grandes lignes d'une stratégie pour la formation à la gestion d'une catastrophe naturelle. Une telle formation, loin de traiter du cycle de gestion des catastrophes naturelles, est presque exclusivement consacrée à la mise en place de moyens efficaces pour faire face aux catastrophes naturelles soudaines.

20. De même, s'agissant du cadre institutionnel, les comités nationaux que la majorité des pays ont créés ne sont guère plus que des institutions chargées de fournir une assistance lorsque survient brusquement une catastrophe naturelle. Très peu sont les pays interrogés qui ont défini les institutions chargées de l'évaluation des dangers et risques, de la planification visant à atténuer l'effet des catastrophes, des normes en matière de planification et de l'application des mesures visant à réduire les risques. Très peu encore pouvaient déterminer le niveau de risque supposé s'agissant des risques particuliers.

21. D'après les pays, l'insuffisance des ressources constitue une entrave majeure à une prévention efficace des catastrophes naturelles. L'écrasante majorité des pays ne disposent pas des ressources techniques et matérielles requises pour mener même les activités de prévention les plus essentielles, tandis que la moitié d'entre eux ne pouvaient ni embaucher ni retenir les ressources humaines nécessaires. Lorsque des fonds spéciaux pour les catastrophes existent, comme c'est le cas dans la moitié des pays, ils sont principalement ou exclusivement destinés aux secours. Seul un nombre marginal de pays auraient commencé à intégrer des mesures de réduction des risques dans leurs programmes de développement.

22. La formation des responsables à la gestion des catastrophes naturelles a reçu une priorité très élevée de la part des pays, suivie par la création de réseaux régionaux pour promouvoir la prévention des catastrophes naturelles, puis venaient les études relatives à l'évaluation des dangers et des risques. Les réponses aux questions à choix multiples portant sur les priorités à retenir pour l'avenir ont montré que la formation non spécifiée venait en tête, suivie par la cartographie des dangers et des risques, la planification préalable, les systèmes de surveillance et d'alerte avancée et les besoins en matière d'information, dans cet ordre. Les maigres ressources financières et l'absence d'une technologie appropriée demeuraient les deux problèmes les plus épineux rencontrés dans l'exécution des projets. La plupart des pays ont souligné l'importance qu'il y a à disposer d'un mécanisme permanent au niveau national pour prévenir les catastrophes naturelles.

23. La situation précitée prévalent dans les Etats membres démontre donc la gravité des catastrophes naturelles au sens des définitions de la Décennie, leur impact négatif sur le développement et les obstacles rencontrés dans l'atténuation des effets de ces catastrophes. Bien que les données ne soient qu'indicatives et n'aillent pas au-delà de 1989, elles illustrent l'argument soutenu dans le présent rapport selon lequel les solutions au problème de la pauvreté sont déterminantes dans la prévention des catastrophes naturelles. En effet, si on laisse la pauvreté devenir une catastrophe en elle-même, alors les espoirs caressés par les pays africains d'assurer un développement durable dans un environnement écologiquement sain demeureront une chimère.

24. Comme on le verra plus loin, des efforts résolus sont déployés dans certains pays africains pour mettre en place des institutions aussi bien qu'un cadre institutionnel pour faire face aux catastrophes naturelles. Toutefois, si ceux-ci ne sont pas renforcés par une gestion correcte et transparente des affaires de l'Etat et par la démocratisation de la prise de décisions, les catastrophes naturelles continueront de favoriser celles qui sont causées par l'homme.

IV. TABLEAU SYNOPTIQUE DES ACTIVITES LIEES AUX CATASTROPHES NATURELLES

A. Sécheresse et désertification

25. Le Secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a établi un document très important intitulé "Contribution préliminaire de l'Afrique à l'élaboration de la Convention internationale sur la lutte

contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique". Il a proposé les éléments ci-après rentrant dans la stratégie pour lutter contre ces deux phénomènes : planification préalable et gestion de la sécheresse, création de moyens infrastructurels, systèmes de pâturage de remplacement, développement des pâturages, aménagement des terres arides, semi-arides et sous-humides asséchées et autonomisation des organisations des collectivités à la base. La mise en oeuvre de la stratégie requiert, entre autres, des systèmes efficaces d'alerte avancée, la sécurité alimentaire, des mesures de lutte contre la transhumance, l'introduction de plantes de culture rapide résistant à la sécheresse, une plus grande capacité pour une meilleure gestion des parcours, la mise en valeur et la conservation des sols et des ressources en eau, l'accès aux crédits et l'octroi d'incitations appropriées aux collectivités rurales pour promouvoir la remise en culture des déserts et l'utilisation des terres écologiquement saine dans les régions touchées.

26. Pour assurer une coopération régionale et sous-régionale efficace, le document de l'OUA préconise à juste titre l'échange accru et soutenu de la technologie, des techniques et des compétences techniques appropriées. Les mesures et les programmes pour lutter contre la désertification requièrent en outre une collecte et une analyse systématiques et poussées des données, une intensification de la recherche-développement, en particulier pour ce qui est des cultures et plantes résistant à la sécheresse, des sources d'énergies renouvelables de remplacement, la surveillance du patrimoine zootechnique national et l'introduction d'incitation appropriées concernant les systèmes nouveaux et écologiquement viables de l'utilisation et de l'occupation des terres.

27. Certes la plupart des propositions précitées sont pertinentes pour les situations de sécheresse, néanmoins le document de l'OUA contient également des propositions spécifiques relatives à une gestion efficace de la sécheresse. Un système judicieux d'alerte avancée, combiné à une stratégie relative à la sécurité alimentaire qui intègre les stocks, la distribution, l'entreposage et la commercialisation, est le point de départ recommandé. Il sied que ces mesures soient renforcées d'une part par des technologies appropriées mais acquises à faible coût pour assurer la mise en valeur, la conservation et la gestion écologiquement saine des ressources en eau et d'autre part par la conservation complémentaire du couvert végétal, des aires d'alimentation, des forêts et des pâturages pour favoriser une protection adéquate des sols et de l'utilisation des terres.

28. En outre, la stratégie préconise des programmes qui prônent une exploitation particulière de l'environnement pour produire des sources d'énergie de substitution et renouvelables à partir de l'énergie solaire, éolienne, géothermique et lorsque cela est possible, de la biomasse et de sources hydrologiques. Le transfert de technologie appropriée à faible coût, les travaux de recherche-développement accélérés et soutenus, les systèmes de gestion et d'échanges intégrés d'information et l'interaction régulière entre la population et les spécialistes au niveau local sont essentiels pour faire en sorte que ces programmes atteignent les objectifs escomptés.

29. Des propositions spécifiques et détaillées sont également faites en ce qui concerne la coopération scientifique et technique par le biais de la mise en valeur des ressources humaines et de la mise en place de capacités. Un accent particulier est mis sur le renforcement de la recherche-développement interdisciplinaire, entre autres, dans les ressources en eau, l'utilisation du sol, l'amélioration du matériel génétique, des cultures et plantes résistant à la sécheresse et des technologies locales appropriées pour lutter aussi bien contre la sécheresse que contre la désertification. Un accent analogue est mis sur le transfert, l'acquisition, le développement et l'adaptation des techniques pour leur utilisation locale ainsi que sur la mise en place de capacités, l'éducation, la participation du public et la coopération financière internationale.

30. Des contributions complémentaires et techniques ont aussi été faites dans le programme 11 relatif à la position commune africaine sur l'environnement et le développement dans lequel l'un des 7 domaines prioritaires porte sur la lutte contre la désertification. Elles ont débouché sur l'adoption pour la CNUED d'une convention pour lutter contre la désertification, dans le cadre de ses activités.

31. Par ailleurs, les ministres africains responsables de la planification économique et du développement ont adopté en 1993 les stratégies africaines pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21 (document E/ECA/CM.29/8/Rev.1) qui réitéraient quelques-uns de ces problèmes fondamentaux. En vertu du "principe environnement et développement", la dégradation de l'environnement résulte de l'exécution des programmes qui ne prennent pas en compte la conservation de l'environnement, en particulier dans les zones semi-arides. La désertification, qui résulte donc du déséquilibre entre la population, l'environnement et le développement, commandait que l'on recherche urgemment d'autres modes de moyens de subsistance sous-tendus par la participation populaire et l'éducation en matière d'environnement. Ce principe énonce à juste titre que la désertification est un défi tout autant technique que lié au développement.

32. Dans le cadre du programme d'action pour lutter contre la désertification, un ensemble de mesures ont été proposées, en commençant par système d'information renforcé et intégré pour la collecte, l'évaluation, l'analyse et la prévision des données, un système d'alerte avancée et la prévention du processus de désertification en partant du niveau de la collectivité jusqu'aux niveaux national et sous-régional. Il propose également une approche décentralisée de la gestion des ressources foncières, de la propriété et de l'utilisation des sols, notamment en faveur des femmes, des éleveurs et des nomades, grâce à de meilleurs systèmes d'épargne et de crédits en milieu rural et d'autres incitations. Ceux-ci à leur tour devraient favoriser les activités relatives à la création d'autres moyens de subsistance qui peuvent être bénéfiques aussi bien à l'homme qu'à l'environnement menacé des destruction.

33. Par ailleurs, des études socio-économiques initiales sur la gestion des ressources et de l'occupation des terres et les systèmes de production sont recommandées en tant que moyen de dresser un inventaire complet de la situation des ressources naturelles en coopération avec la population locale. Ainsi, des programmes techniques appropriés pourraient être entrepris pour conserver et gérer ces ressources, avec la participation active des populations habitant dans ces écosystèmes fragiles. Les stratégies visant à assurer la sécurité alimentaire ont reçu une priorité, l'accent étant mis sur la prise en compte des prévisions agro-météorologiques nationales et régionales et des réserves de fourrage, des aliments connexes et des cultures pour les imprévus ainsi que la conservation des ressources en eau pour assurer une gestion efficace de la sécheresse.

Arrangements institutionnels

34. Pour réaliser ces objectifs, les requêtes normales pour le soutien multilatéral et bilatéral en vue de renforcer les capacités du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD), d'AGRHYMET, du CILSS, de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD), de la Communauté de coordination du développement de l'Afrique australe (SADC) et de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ont été faites.

a) Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD)

35. Au niveau sous-régional, l'IGADD a continué de mobiliser ses Etats membres pour réaliser une gestion effective de la sécheresse grâce à divers moyens. Elle a réalisé des études spécifiques pour répondre à deux préoccupations principales : une stratégie de sécurité alimentaire et une stratégie de protection de l'environnement et de lutte contre la désertification pour la sous-région de l'IGADD. Dans le cadre de son actuel programme quinquennal, il y a dix domaines prioritaires qui traitent de ces préoccupations. Les premières activités de l'IGADD portent sur la première phase de développement et d'extension des systèmes d'information et d'alerte rapide sur la situation alimentaire et de télédétection - financés par l'Italie, le Japon, l'USAID et le CIDA (Canada) et exécutés par la FAO - visant à aider les Etats membres, aux plans national et sous-régional à gérer la situation alimentaire. La première phase s'est achevée en 1993.

36. La deuxième phase de ce projet exécuté par la FAO dépend des résultats des initiatives de collecte de fonds actuellement en cours. Un programme complémentaire de ressources en eau financé par le CIDA

(Canada) vient en aide à plusieurs communautés dans la région de l'IGADD avec le forage et la construction de puits et de réservoirs pour promouvoir la production alimentaire et animale. Parallèlement, des activités sont en cours pour réhabiliter les affluents du Nil, dans les bassins hydrographiques du Soudan et de l'Éthiopie. L'aménagement des parcours ravagés par la sécheresse a commencé grâce au programme des systèmes d'évaluation et de suivi de l'environnement financé par l'Allemagne. Le secrétariat de l'IGADD joue également un rôle actif dans la négociation d'une convention internationale de lutte contre et la désertification et la sécheresse, en particulier en Afrique.

b) Communauté de coordination du développement de l'Afrique australe (SADC)

37. "Maintaining and embedding an institutional capacity to mitigate future droughts is probably more cost effective than attempting to offset the adverse effects of droughts once they occur"⁷. Ceci résume bien la position de la SADC concernant le lien étroit entre la réduction des catastrophes naturelles grâce à une gestion novatrice de la sécheresse et à un développement durable grâce à la sécurité alimentaire. En 1992, l'Afrique australe a connu une grave sécheresse qui a touché tous les États membres de la SADC. Une coopération opportune et efficace entre les populations touchées, leurs gouvernements, le secrétariat de la SADC, les bailleurs de fonds et le système des Nations Unies a empêché la famine de se déclarer. En septembre 1993, la Food security technical and administrative Unit de la SADC a organisé un atelier régional à Harare (Zimbabwe), dont certains des objectifs étaient d'élaborer des stratégies d'intervention à long terme nationales et sous-régionales en vue d'atténuer les effets de la sécheresse et d'identifier les besoins en formation nécessaires ainsi que la recherche portant sur les politiques pour combler les lacunes existant dans les connaissances.
38. Les mesures d'intervention préalables efficaces sont caractérisées par les participants à l'atelier comme devant renforcer les capacités en matière de prévision et de gestion d'une période de sécheresse avant une absence effective de pluies. Parmi celles-ci, des fonds de stabilisation au niveau global, les réserves stratégiques de céréales au niveau national, les mécanismes de distribution, les incitations et les mesures administratives de la part des administrations locales et centrales qui permettent aux collectivités locales et aux ménages de stocker suffisamment de réserves de produits alimentaires et d'eau avant la sécheresse. Le développement et le renforcement des systèmes d'information qui contrôlent les ressources en eau et la sécurité alimentaire des ménages ont également été considérés comme prioritaires. De nouvelles investigations sont considérées comme nécessaires pour développer aussi bien les réserves financières que matérielles pour assurer la sécurité alimentaire. Ces dispositifs d'intervention devraient être élaborés avec la participation totale de la communauté et des ONG locales.
39. La SADC reconnaît non seulement qu'une stratégie régionale d'intervention requiert une coordination importante entre les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles d'une part, et les secteurs de la santé et des affaires sociales d'autre part, mais elle souligne également la nécessité d'avoir un mécanisme d'alerte rapide et d'évaluation des besoins entre les donateurs et la sous-région hôte afin d'éviter le double emploi, les retards et l'interprétation divergente des données. Au niveau national, un système d'information renforcé et intégré sur la sécurité alimentaire des ménages et les ressources en eau peut être réalisé grâce à la participation active au processus des ONG et des collectivités locales, en particulier les femmes.
40. La formation pour une intervention préalable efficace face aux effets de la sécheresse à tous les niveaux est nécessaire dans la coordination du transport et la logistique, la surveillance sanitaire et les systèmes de contrôle, la gestion des réserves de céréales et dans une évaluation globale rapide, le suivi et l'évaluation. La recherche sur le changement climatique et son utilité pour la prévision de la sécheresse et pour l'amélioration des indicateurs d'alerte rapide devraient aller de pair avec les efforts mieux comprendre et renforcer les stratégies de gestion de la sécheresse au niveau des femmes et des enfants.

⁷ SADC, "Regional overview of the response of institutions", Preface, p. 111, 1993.

41. L'atelier a également examiné des mesures à long terme d'atténuation de la sécheresse en vue de réduire la vulnérabilité de la région de la SADC aux prochaines sécheresses, surtout que chaque absence de pluies a tendance à accroître l'impact négatif de la sécheresse sur un nombre croissant de personnes vulnérables. Etant donné que le changement climatique modifie sensiblement le cycle de plantation, il devient impératif que les ressources limitées en terres et en eau fassent l'objet d'une planification plus scientifique et plus novatrice de l'occupation des sols afin de répondre de façon adéquate aux besoins d'une population en constante augmentation. Un aménagement judicieux des parcours est également essentiel si l'on veut freiner la rapide dégradation des sols due au niveau élevé de présence du bétail.

42. Le ZACPLAN (pour le Zambèze) est le précurseur d'un plan directeur sous-régional sur les ressources en eau. Outre la fixation économique du prix de l'eau à des usages agricoles, les projets d'irrigation à faible échelle et l'exploitation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, le ZACPLAN devrait accroître la productivité de l'agriculture de façon durable. Etant donné que les pratiques agricoles durables dépendent de la préservation des ressources naturelles, la réalisation des premières requiert une recherche urgente concernant les niveaux de tolérance, la production à grande échelle et le stockage des variétés de substitution résistant à la sécheresse au maïs telles que le sorgho et le millet. Les incitations pour l'acceptation de nouvelles variétés pourraient être examinées simultanément avec les services de vulgarisation, le stockage et les options en matière de transformation. Les ONG locales et internationales et les partenaires dans le développement ont un rôle crucial à jouer dans ces questions. Par-dessus tout, la vente à perte de céréales subventionnées doit être découragée. L'atelier a également conclu que la diversification économique pourrait convaincre et encourager les populations rurales à rester sédentaires. Une distribution et une gestion judicieuses de la terre ont augmenté le nombre d'activités non agricoles telles que la transformation locale et la petite industrie manufacturière devraient réaliser cela, si les gouvernements, leurs partenaires dans le développement et le secteur privé fournissaient l'infrastructure nécessaire, la formation, les facilités de crédits, les dépenses sociales prioritaires et, le cas échéant, des programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre.

c) Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD)

43. Le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD) a été créé par les Etats de la CEA comme un centre d'excellence et de recherche en météorologie et en climatologie. Ainsi, en 1992-1993, 80 hommes de science et météorologues de haut niveau venant de 28 pays ont été détachés auprès de l'ACMAD. Il favorise également les applications de la météorologie au développement socio-économique et fournit des connaissances actualisées sur la veille climatologique et météorologique pour l'Afrique. Ses activités cherchent à réduire au minimum les effets négatifs des catastrophes naturelles d'origine météorologique sur la vie et les biens, en élaborant des stratégies de riposte et des mesures de protection.

44. Depuis novembre 1991, l'ACMAD a rassemblé des données, produit et diffusé ses 96 heures de prévisions météorologiques sur le continent, en anglais et en français, à plus de 40 de ses Etats membres et forme également des spécialistes africains de haut niveau sur les techniques de prévision météorologique numérique. D'autres activités concernent le programme sur les études d'impact climatique et des stratégies de riposte dans le cadre du réseau de climatologie de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement. La coordination scientifique des projets nationaux sur l'évaluation des précipitations par télédétection, l'expérimentation et la maintenance des nouvelles stations réceptrices par satellite permet aux services météorologiques nationaux de bénéficier pleinement de la diffusion par satellite au niveau mondial de produits météorologiques en temps réel.

45. L'ACMAD bénéficie d'une interaction fructueuse avec des hommes de science détachés, du soutien technique et financier de plusieurs donateurs bilatéraux, de la CEA, de l'OMM, du PNUE et du Gouvernement nigérien. La quatrième Conférence technique sur la gestion pour le développement des services météorologiques en Afrique tenue à Maurice en novembre 1992, a effectué une évaluation très

positive de ses activités. Une reconnaissance similaire et plus récente du rôle de l'ACMAD est venue des organes directeurs de l'OMM (en juin 1993) et de la CEA (en mai 1993).

B. Infestations de parasites - Acridiens et sauteriaux

46. Les experts ont identifié au moins cinq espèces et sous-espèces d'acridiens en Afrique : le criquet pèlerin, le criquet migrateur tropical, le criquet rouge, le criquet brun et le criquet sénégalais. Le criquet pèlerin est considéré comme le plus dangereux et le plus destructeur. Grâce à la recherche continue appuyée par le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE), le mode de comportement des acridiens en Afrique est de mieux en mieux compris. Ceci est un pas important pour réduire leurs effets dévastateurs sur la végétation, la vie et les moyens d'existence d'importantes couches des populations rurales africaines. La stratégie actuelle consiste d'abord à connaître le comportement des acridiens et donc à interrompre les mécanismes qui règlent leur comportement. L'objectif déclaré est d'amener les criquets à devenir sédentaires et solitaires en changeant leur physiologie et leur comportement entre les phases solitaire et grégaire. D'autres options envisagées comprennent le recours aux ennemis naturels des acridiens tels que les parasitoïdes, les pathogènes, certains locusticides et un système moderne de prévision et de lutte contre les acridiens ⁸ (Banque mondiale 1991).

47. L'African Association of Insect Scientists (AAIS), dont le siège est à Nairobi (Kenya) favorise le développement, la promotion et la diffusion des connaissances sur la physiologie des insectes et agit comme organe de coordination pour la recherche axée sur la solution des problèmes. Elle favorise la communication et l'échange d'informations à travers l'organisation de colloques scientifiques, de séminaires et d'ateliers ainsi qu'à travers des publications telles que l'AAIS Newsletter et le Bulletin of African Insect Science en anglais et en français. Grâce à ses contacts avec l'Académie africaine des sciences et le Centre africain pour les sciences biologiques établi au Sénégal et le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, l'Association pourrait constituer un forum utile pour l'échange d'idées et sur les faits nouveaux intervenant dans la lutte contre les ravages des sauteriaux et des criquets pèlerins en Afrique.

C. Risques hydrométéorologiques

48. Les risques hydrométéorologiques sont ceux découlant des changements fondamentaux des conditions météorologiques provoquant des orages, des tempêtes, des inondations dues aux cyclones etc.

a) ACMAD

49. Comme indiqué plus haut, l'ACMAD a été créé à titre de centre d'excellence pour la formation et la recherche dans le domaine de la météorologie et de la climatologie. Dans ce contexte, il participe également à toutes les activités relatives aux risques hydrométéorologiques.

b) The Tropical Cyclone Committee for the South-west Indian Ocean

50. Un travail important continue d'être réalisé par le Comité qui comprend le Botswana, les Comores, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, les Seychelles, le Swaziland, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Un projet intitulé "Reduction of natural disaster related to tropical cyclones in the South-West Indian Ocean" a été présenté au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour financement dans le contexte de l'IDNDR. La réponse à ce jour a été défavorable. Une institution dénommée Regional and Specialized Meteorological Centre for Tropical Cyclones a commencé à fonctionner à la Réunion en juillet 1993 tandis que l'OMM a tenu des séminaires sur la prévision des cyclones tropicaux au Mozambique et à la Réunion à l'intention respectivement des pays

⁸ T.R. Odhiambo, "Managing drought and locust invasions in Africa", pp. 80-81, in A. Kreimer and M. Munasinghe (eds.) Managing Natural Disasters and the Environment.

anglophones et francophones en 1991. Des systèmes de distribution des données météorologiques ont déjà été installés par au moins six pays membres (Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Swaziland et Zimbabwe).

51. S'agissant des activités hydrologiques du Comité, plusieurs groupes de travail ont établi divers rapports techniques qui ont été présentés lors d'une réunion tenue en Côte d'Ivoire en décembre 1993. Déjà, sept membres ont établi un centre le Hurricane observation and monitoring system (HOMS) National Reference Centre [Comores, France (Réunion), Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique et Zimbabwe]. Cela est particulièrement utile lorsque les éléments pour la prévision des inondations sont obtenus et utilisés. Tandis que l'OMM continue d'encourager les Etats membres du Groupe à utiliser la nouvelle méthodologie pour la gestion du système de prévision des inondations (MOFFS), il y a cependant des défis importants pour l'adapter au profit des petits pays insulaires.

52. Dans le cadre de sa contribution à l'IDNDR, l'OMM exécute trois projets expérimentaux visant à améliorer les capacités de prévention des catastrophes des pays vulnérables aux catastrophes hydrométéorologiques. L'un de ces projets porte sur l'évaluation générale des risques qui est destiné à promouvoir une compréhension globale de la gestion des risques et donc à réduire les pertes en vies humaines et en moyens d'existence à la suite des inondations, des cyclones et d'autres phénomènes hydrométéorologiques.

53. Les activités de formation continuent principalement sous les auspices de l'OMM. Ses centres météorologiques sous-régionaux dans le continent sont complétés par certaines des institutions nationales de formation dans les pays voisins. La bibliothèque de formation de l'OMM et ses moyens audiovisuels et les systèmes d'enseignement par ordinateur se sont révélés précieux à plusieurs utilisateurs.

D. Risques géophysiques (séismes, volcans et glissements de terrain)

1. Commission internationale des sciences de la terre en Afrique (ICESA)

54. La première assemblée régionale de la Commission internationale des sciences de la terre en Afrique s'est tenue à Nairobi en août 1990, avec le soutien de l'Association internationale de séismologie et de physique du centre de la terre (IASPEI). L'objectif avoué, tel qu'inscrit dans la résolution pertinente, consiste à "faciliter et coordonner le travail géo-scientifique en Afrique et à assurer la liaison avec les organisations internationales qui s'occupent des sciences de la terre". Les autres objectifs et activités programmés portent entre autres sur l'échange de personnel et d'informations scientifiques entre pays africains, l'organisation d'ateliers et de séminaires pour les échanges d'idées, la mise en place de programmes de formation à l'intention des scientifiques et techniciens africains dans le domaine des sciences de la terre et l'identification et l'initiation de projets scientifiques régionaux ainsi que l'appui à ces projets.

55. Le bureau de la Commission s'est réuni en novembre 1992 et mis sur pied quatre groupes de travail dans les domaines suivants:

- a) Régions faillées en Afrique;
- b) Réseaux séismologiques régionaux en Afrique;
- c) Collecte de données géo-scientifiques et échange d'informations;
- d) Evolution pré-cambrienne et provinces métallogéniques en Afrique.

56. Depuis 1991, le secrétariat de l'ICESA basé à Ibadan (Nigéria) publie des bulletins annuels, destinés au continent en anglais et en français. La Commission a entrepris plusieurs projets de recherche en collaboration avec des organismes scientifiques situés en Europe et aux Etats-Unis. Elle a également

organisé en 1993 un symposium en 1993 sur la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (IDNDR) lors du seizième colloque international de géologie en Afrique organisé à Ezulwini (Swaziland). Le Nigéria qui est membre de cette Commission abritera les travaux de la deuxième assemblée régionale de géodésie et de géophysique en Afrique en novembre 1994.

2. Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)

57. L'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN), le CNUEH (Habitat) et le Conseil scientifique du Commonwealth ont parrainé trois ateliers au Ghana, au Kenya et au Malawi en 1988 et 1989. Les résultats de ces ateliers portaient, entre autres, sur la promotion de nouvelles normes pour les matériaux de construction locaux, dont le projet de normes du Ghana sur la chaux et les briques stabilisées, le projet de normes du Kenya sur les briques en terre stabilisée et le projet de normes du Malawi sur les éléments de toiture en fibrociment, qui seront diffusées à l'intention des autres pays africains et adoptées par eux. Au cours de ce séminaire, les recommandations suivantes ont également été proposées:

- a) entreprendre des recherches communes et des projets de démonstration en vue d'accélérer la mise en place de moyens techniques locaux;
- b) assurer la survie du "Journal of the network of African countries on local building materials and technologies";
- c) soutenir, grâce au transfert de la technologie et de l'information provenant d'organismes internationaux de coopération dans le domaine des matériaux de construction, le Groupe de développement des techniques intermédiaires (ITDG) sur les matériaux à base de ciment, etc...;
- d) entreprendre des activités de recherche en collaboration avec d'autres organismes internationaux.

E. Autres risques et catastrophes

1. Institutions multidisciplinaires

a) Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS)

58. Ce centre créé en 1972 sous les auspices de la CEA, entreprend des travaux de recherche, offre une formation théorique et pratique et fournit des services consultatifs en matière de levés aériens à huit Etats membres ainsi qu'à d'autres pays africains. Dans le cadre de ses activités de recherche et des services consultatifs qu'il dispense, le centre a exécuté des projets relatifs à la construction de petits barrages destinés à endiguer les inondations, l'invasion des plantes aquatiques et l'ensablement, et a procédé à l'évaluation de l'impact d'une ligne de transport électrique de voltage élevé longue de 250 km dont la construction est prévue au Nigéria.

59. En attendant une heureuse issue des négociations, le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens pourrait participer à une étude collective relative à la réduction d'émission des gaz à effet de serre dans l'un des pays membres, avec comme objectif de comprendre l'effet micro-économique et de trouver des stratégies de réduction à moindre coût.

b) The African Centre for technological studies (ACTS)

60. Le "African Centre for technological studies" (ACTS) (Centre africain d'études techniques) basé à Nairobi, a également pour objectif d'offrir des possibilités de formation et d'amener le public à mieux prendre conscience des avantages que représente l'application de sciences et de techniques devant permettre d'atteindre un développement durable.

V. PRISE DE CONSCIENCE ET ETAT DE PREPARATION EN MATIERE DE CATASTROPHES NATURELLES EN AFRIQUE

61. Il ressort de ce qui précède, qu'il est évident que les pays africains et les instituts africains de recherche et de développement ont pleinement conscience des importantes catastrophes naturelles qui ont frappé leurs sociétés et leurs économies au cours des 15 dernières années et même plus tôt il y a déjà de cela trois décennies. Tous sont en mesure de citer en détail le nombre de personnes gravement touchées, de morts, de blessés, de personnes déplacées ainsi que tous ceux qui ont perdu leurs biens. Toutefois, très peu ont pu procéder à une évaluation des répercussions de ces événements sur leurs économies nationales, en prenant comme indicateur le nombre de dollars perdus directement, par suite des dégâts occasionnés ou indirectement par les pertes enregistrées dans les activités de production et les ressources nationales détournées au profit des efforts d'assistance, la remise en état et la reconstruction. On peut déjà se rendre compte de la difficulté qu'éprouvent certains responsables, planificateurs et administrateurs à établir un lien direct entre l'atténuation des effets des catastrophes et un développement durable.

62. Bien que de nombreux pays aient mis en place des mesures d'atténuation et de prévention des effets pour faire face aux récentes catastrophes, bien peu sont allés au delà du stade de la mise en place de politiques. L'exception la plus notable en ce qui concerne cette tendance, c'est le phénomène de la famine domaine où, de nombreux pays souffrant de ce fléau, notamment dans les zones de la SADCC (Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe) et de l'IGADD (Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement), ont entrepris de mettre en oeuvre différentes mesures telles que la plantation de cultures résistantes à la sécheresse et les récoltes en milieu inondé.

63. Le Nigéria et le Zaïre offrent des exemples impressionnants de mesures pour atténuer les effets, portant sur une grande diversité de catastrophes naturelles (inondations, infestations de sauterelles, tremblements de terre, cyclones, glissements de terrain et érosion fluviale). En outre, il existe très peu de preuves selon lesquelles des analyses coût-avantages ont été effectuées avant la prise de ces décisions, bien qu'il s'agisse d'un aspect tout à fait évident. Les planificateurs disposent peut-être ici d'une occasion de procéder à des comparaisons appropriées entre deux catastrophes pour prouver à tous les effets bénéfiques pouvant découler des mesures d'atténuation des effets que représentent des indicateurs tels que le nombre de vies sauvées, la valeur des biens épargnés et les investissements protégés.

64. Les pays africains ont conscience de la probabilité de certains risques - causés par une conjonction de transformations démographiques, d'industrialisation, de nouveaux peuplements urbains et de schémas d'utilisation des terres - qui deviennent bien vite des catastrophes réelles. Parmi ces risques imminents, on peut citer l'érosion des terres notamment des zones côtières, la désertification rampante, les glissements de terrain et les coulées de boue. Toutefois, seuls quelques Etats ont mené des études détaillées pour prévoir les effets possibles des catastrophes sur les populations vulnérables, y compris des estimations des conséquences sur les économies de ces zones à risques.

65. Par ailleurs, seuls quelques pays africains ont commencé, et encore moins achevé, une analyse détaillée des risques des conséquences éventuelles des catastrophes identifiées. En conséquence, aucune mesure approfondie de prévention des effets des catastrophes n'a été mise en oeuvre, ou lorsqu'elles existent, aucune action préventive n'a été entreprise.

66. Pratiquement deux ans après la fin du sommet de la CNUCD, on dénote l'absence remarquable d'une stratégie nationale clairement définie et annoncée en matière de prévention des effets des catastrophes naturelles - soit en tant que partie intégrante d'une stratégie de développement durable au niveau national ou en tant que complément à celle-ci - dans la plupart des pays africains au sud du Sahara. Néanmoins, la majorité des autres pays ayant réagi, envisagent ou reconnaissent la nécessité d'établir une telle stratégie au niveau national. Parmi les éléments de la stratégie souvent cités, on trouve l'élaboration d'une législation en matière de gestion des catastrophes naturelles et l'établissement d'un plan global de gestion des

catastrophes naturelles. Le Mozambique par exemple espère achever la mise en place de ces deux éléments dans un proche avenir.

67. Presque tous les pays ont conçu ou sont en voie de mettre en oeuvre la première phase des programmes prioritaires de prévention des effets des catastrophes, qui découlent directement des expériences qu'ils ont vécues par suite de catastrophes traumatisantes intervenues dans le passé, telles que famines, inondations ou orages tropicaux. Pour tous sans exception, la principale difficulté dans la réalisation de ce programme est d'ordre financier.

68. Alors que de nombreux Etats possèdent déjà certains instruments juridiques sur les catastrophes, dans les documents cités, l'accent porte essentiellement sur la fourniture de secours aux victimes des catastrophes naturelles. Cependant, la plupart des pays africains n'ont prévu aucune législation globale ni des dispositions administratives d'accompagnement portant sur l'ensemble du cycle de gestion des catastrophes ou mettant l'accent sur l'atténuation de leurs effets.

69. Les preuves dont on dispose indiquent que la plupart des activités d'atténuation des effets des catastrophes entreprises au sein des Etats, le sont par les gouvernements, quel que soit le type de catastrophe qui se produit. Le secteur privé, les ONG, les universités, les instituts de recherche - développement ne jouent aucun rôle important ou n'apportent aucun soutien significatif aux communautés locales pour limiter leur vulnérabilité face aux catastrophes. Cette absence d'action concertée de la part de ces autres acteurs importants dans le processus de prévention, donne lieu à de nombreuses manifestations et conséquences. Tout d'abord cela provoque un épuisement rapide des ressources du gouvernement central, déjà très limitées, dans les toutes premières étapes des initiatives d'atténuation des effets, et entraînent des réactions de scepticisme. Ensuite l'absence involontaire ou l'indifférence du secteur privé en ce qui concerne sa participation au processus de conception, d'élaboration et de mise en oeuvre, l'empêche d'apprécier en premier lieu les occasions d'investissements qui peuvent exister pour des programmes communautaires et de satisfaire dans le même temps l'impératif de profit et de développement durable.

70. Troisièmement, la réaction face au récent épisode de la famine intervenue en Afrique australe, est une illustration de l'importance de l'interaction qui peut exister entre le secteur privé, les instituts de recherche et de développement, les ONG locales et les communautés vulnérables dans les efforts de secours et de reconstruction. Une coopération du même genre s'est également avérée nécessaire dans certaines zones du Sahel dans les efforts incessants qu'ils déploient pour mettre fin à la désertification. Il y a donc de bonnes raisons de promouvoir la coopération entre ces nombreuses entités, compte tenu de leurs intérêts aux niveaux général et individuel.

71. Les efforts de mobilisation des ressources internes pour les activités d'atténuation des effets semblent hasardeux dans la plupart des pays et ne correspondent pas à une stratégie interne cohérente ni au plan qui en découle. Pour un grand nombre d'activités qui visent à atténuer les effets des catastrophes - délimitation des zones à risques, évaluation des risques, prévention des risques, mise en place d'un système d'information, installation d'un système d'alerte rapide, recherche - développement - il y a eu, à plusieurs reprises, de graves difficultés financières qui ont entravé leur mise en oeuvre. Les ressources intérieures lorsqu'elles existent, sont réservées pour les systèmes d'alerte rapide, notamment en ce qui concerne la famine, les orages tropicaux ou dans de rares cas, les inondations.

72. Outre la rareté des ressources intérieures susmentionnées, la plupart des pays n'indiquent pas dans les réponses aux questionnaires qu'ils envoient, la stratégie adoptée par eux pour combler le déficit en ressources au niveau interne.

73. Les réactions face à leurs demandes de soutien extérieur complémentaire ont été très décevantes. Le cas du Zaïre par exemple constitue une bonne illustration de cette tendance. En 1992, ce pays avait demandé des fonds auprès de différentes sources multilatérales et bilatérales pour compléter ses ressources intérieures en vue de la mise en oeuvre d'un projet visant à lutter contre l'érosion des sols causée par l'eau

des fleuves. Deux organisations internationales de développement multilatérale ont indiqué qu'elles ne pouvaient pas apporter leur soutien à ces demandes en prétextant premièrement que leurs fonds étaient exclusivement réservés pour des opérations de secours, et deuxièmement en raison de difficultés budgétaires internes.

VI. CADRE DE LA DECENNIE INTERNATIONALE DE LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES

74. On suscite inévitablement un certain scepticisme lorsqu'on évoque la question d'une nouvelle décennie ou conférence des Nations Unies consacrée à l'éternelle problème du sous-développement. En 1992, il s'agissait de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement au cours de laquelle avait été évoquée la question relative à "la position commune africaine sur l'environnement et le développement". Cette année il y aura également une Conférence sur la population et le développement qui sera suivie du Sommet mondial pour le développement social en 1995. C'est peut être dans le but de faire la synthèse de ces différentes perspectives qu'a été organisée la récente Conférence internationale sur le développement de l'Afrique à Tokyo. Ses conclusions revêtent une importance considérable face à l'une des préoccupations essentielles du continent à savoir: la pauvreté et le sous-développement, ainsi que pour la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. La persistance de la pauvreté et du sous-développement constitue l'une des principales causes de l'incapacité de l'Afrique à promouvoir des stratégies durables d'atténuation des effets des catastrophes. Dans ces circonstances, il est juste de se demander si les différentes conclusions et programmes d'action de ces "décennies" et conférences ont apporté une amélioration matérielle à la vie des prétendus bénéficiaires en Afrique en réduisant leur pauvreté. Si elles ne l'ont pas fait, il y a lieu de chercher à connaître les raisons de cet échec et de s'en servir comme guide pour éviter les mêmes erreurs. Ce n'est que dans ce cadre que la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles et ce qui la suivra peuvent avoir un sens.

A. Examen de la situation en ce qui concerne les objectifs de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles en Afrique

75. De nombreuses réunions régionales parrainées par l'OUA ont été organisées sur ce sujet. Cependant, presque à la moitié de la décennie, il est clair que les objectifs ne sont connus que d'un tout petit nombre de responsables nationaux, et pas du tout des principaux bénéficiaires, à savoir la population africaine qui souffre des effets des catastrophes susmentionnées. Il est donc normal de se pencher sur les raisons de ce décalage entre prise de conscience et savoir.

76. La réponse immédiate qui peut être donnée, c'est que les objectifs de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles, tels qu'ils ont été définis, ne semblent pas correspondre aux préoccupations fondamentales des responsables et de l'ensemble de la population qu'ils représentent. En outre, les méthodes utilisés pour susciter une prise de conscience ne servent qu'à renforcer les idées erronées. A moins de procéder à une auto-évaluation approfondie qui entraîne des transformations fondamentales dans la pensée et la pratique des responsables et bureaucrates africains, les mêmes méthodes qui considèrent les conclusions et plans d'action des conférences comme des fins en elles-mêmes continueront de prévaloir, pour la plupart.

77. On estime que la Décennie n'aura de l'importance pour l'Afrique que lorsque les conditions suivantes auront été au moins satisfaites:

a) Les politiques et pratiques en matière de prévention des catastrophes naturelles doivent être fondées sur une bonne compréhension des causes et de la dynamique des mouvements de population, qui sont toujours imputables, directement ou indirectement, à la disproportion entre les besoins humains et les ressources de l'environnement;

b) La fragilité et la vulnérabilité fondamentales des pays africains lorsqu'il s'agit de faire face aux situations de catastrophe, en raison de leur état de sous-développement économique, de l'insuffisance de leur base ressources, de leur sous-développement technologique et de l'insuffisance des dépenses consacrées au secteur social, doivent être au coeur de stratégies appropriées pour la prévention des catastrophes naturelles en Afrique;

c) Toute analyse doit être fondée sur la reconnaissance du fait que ce phénomène classique de catastrophes est l'aboutissement des réponses, individuelles et collectives, des populations africaines au défi que représente la survie dans un environnement en dégradation;

d) Les forts taux d'accroissement démographique dans les pays africains, qui se traduisent par des modes d'établissements anormaux, en particulier dans les zones urbaines, méritent d'être sérieusement pris en considération dans toute analyse globale et "populaire" et dans tout principe d'action visant à prévenir les catastrophes naturelles. Sans l'appui de programmes de stabilisation démographiques complémentaires et parallèles, les efforts de prévention des catastrophes n'aboutiraient certainement pas;

e) Avant que des recommandations pratiques et des plans d'action ne soient élaborés, les auteurs doivent comprendre au préalable la motivation et la dynamique qui animent les populations africaines urbaines et rurales dans les efforts qu'elles déploient pour assurer leur survie en satisfaisant des besoins fondamentaux, notamment la sécurité alimentaire, la disponibilité de ressources en eau, le logement, les soins de santé et les activités rémunératrices. La définition de problèmes, la planification stratégique et l'exécution sont des activités qui doivent être entreprises plutôt par les bénéficiaires éventuels que pour eux.

B. Obstacles à la réalisation des objectifs en matière de prévention des catastrophes

78. Les conditions préalables susmentionnées sont importantes dans la mesure où elles nécessitent de grands changements au niveau de la sensibilisation et des perceptions des responsables africains. Il existe également plusieurs obstacles internes et externes qui sont perçus par les responsables et ressentis profondément par les pauvres des zones rurales, comme des entraves aux efforts de prévention des catastrophes naturelles. Parmi les obstacles internes, le premier est l'accroissement démographique "incontrôlé" ou "explosif" mentionné par certains intervenants pendant le Sommet de Rio⁹. D'autres citent "la pauvreté" comme l'obstacle fondamental. Se référant à la crise de l'énergie, en particulier l'utilisation de bois comme combustible et comme matériau de construction, le président Nujoma de Namibie a déclaré que "tant que nous ne serons pas capables de résoudre le problème de la pauvreté, nous ne serons pas en mesure de faire face au problème de l'environnement"¹⁰.

79. Le Président Jawara de Gambie a présenté le troisième obstacle comme étant "la faiblesse des moyens nationaux", en se référant à l'échec des programmes de boisement et de reboisement visant à lutter contre la désertification. L'obligation de satisfaire les besoins vitaux des populations des pays africains va également à l'encontre des mesures prises pour réduire leur vulnérabilité aux catastrophes. Des facteurs physiques tels que la baisse des niveaux pluviométriques aggravent davantage les problèmes susmentionnés. L'incapacité de communiquer véritablement avec les collectivités, potentiellement ou réellement vulnérables aux catastrophes, constitue un autre obstacle à la formulation de politiques¹¹.

80. Un autre obstacle réside dans la mauvaise gestion des ressources naturelles et dans l'insuffisance des investissements dans des services comme l'approvisionnement en eau potable, les services de santé et

⁹ Document A/CONF.151/26/Rev.1 (Vol.III), p.103.

¹⁰ CNUED (Vol.III), 1993, p.22.

¹¹ CNUED (Vol.III), p.144.

d'éducation au niveau des collectivités. A ces facteurs devrait s'ajouter l'échec retentissant des initiatives régionales visant à résoudre des conflits qui entraînent des mouvements massifs et forcés de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur des frontières.

81. Les obstacles extérieurs représentent la cause profonde des difficultés intérieures. L'obstacle le plus difficile à surmonter et le plus fréquemment cité, est le fardeau du service de la dette et du remboursement de la dette. Les effets néfastes du remboursement de la dette sont, affirme-t-on, aggravés par le protectionnisme commercial, la faiblesse des cours des produits de base et les niveaux exorbitants des taxes et des tarifs; par la nature injuste et morose des relations économiques internationales qui a accentué la pauvreté et le sous-développement. En outre, le caractère peu approprié du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en tant que moyen pour promouvoir la prévention des catastrophes grâce à des politiques écologiques saines, a été souligné et critiqué.

C. Mesures en faveur de la lutte contre de la pauvreté et de la prévention des catastrophes

82. La nécessité de freiner les tendances susmentionnées fait ressortir quelques-unes des mesures qui doivent être prises. Cependant, les stratégies de prévention des catastrophes ne peuvent être efficaces que si elles sont placées dans le contexte plus global des efforts visant à atténuer la pauvreté. Dans leurs interventions à la CNUED en 1992, plusieurs responsables africains ont proposé des mesures internationales dans ce sens. Il s'agit notamment de la restructuration interne des activités de production par le canal des programmes d'ajustement structurel, l'élaboration de programmes qui intègrent les considérations écologiques dans l'exploitation rationnelle et efficace du patrimoine des nations, le renforcement de la coopération régionale et sous-régionale en vue d'assurer un équilibre écologique et une autosuffisance alimentaire. Dans toute cette panoplie, ce sont les politiques qui traitent de la lutte contre la pauvreté qui avaient le plus de chances de résoudre les problèmes de l'environnement.

83. L'exploitation d'autres sources d'énergie (énergie géothermique, hydroélectrique et solaire), a été préconisée comme solution au problème de la dégradation de l'environnement qui est aggravée par l'abattage d'arbres utilisés à des fins de construction, comme combustible et pour d'autres usages domestiques. Les législations en matière de protection de l'environnement pourraient également être renforcées par des mesures d'incitation pour les communautés locales afin qu'elles intensifient les efforts de reboisement en tant que moyen de freiner l'érosion des sols, d'améliorer les perspectives en matière de pluviosité, de prévenir les glissements de terrain et de préserver les plantes médicinales.

84. En outre, dans la Position commune africaine et dans les Stratégies africaines pour la mise en oeuvre d'Action 21¹², sont respectivement sous-entendues et formulées des politiques et des mesures visant à réaliser les objectifs de sécurité alimentaire, d'autosuffisance énergétique, d'un développement économique soutenu, d'un emploi productif et d'une amélioration des conditions de vie des populations du continent.

85. Des programmes de gestion améliorée de l'eau potable étaient également considérés comme indispensables à un accroissement de la production agricole et à une amélioration de la santé des populations. Une autre condition préalable importante pour la réussite était le fait d'associer les "femmes et les collectivités locales" à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. "Nous devons, au niveau national, encourager et appuyer leur participation active à toutes les activités qui les concernent", "promouvoir la mise en place de capacités nationales à tous les niveaux, en particulier celui des collectivités".¹³

¹² Voir document E/ECA/CM.19/8/Rev.1.

¹³ CNUED, 1993, p.46.

86. D'autres ont préconisé l'adoption de programmes multisectoriels intégrés pour lutter contre la désertification grâce à l'utilisation rationnelle des possibilités en matière de production. En outre, afin de réaliser ces objectifs, il était nécessaire de "mettre en place une capacité scientifique et technologique locale, un réseau de centres internationaux de recherche et de formation en matière de technologies de pointe et de science de l'environnement". Parallèlement, dans les politiques nationales, il faudrait reconnaître, compte tenu du nombre important de jeunes dans les zones urbaines, leur esprit de créativité et leur droit à être entendu.

87. De même, les traditions des collectivités doivent être prises en considération et respectées lorsqu'on adopte des méthodes modernes. S'agissant de la participation des collectivités, il est reconnu que la gestion écologique des quartiers et des villages par les habitants renferme le terreau qui permettra à la démocratie de prendre racine.

D. Mécanismes extérieurs favorables

88. L'allègement du fardeau de la dette était considéré par les dirigeants africains comme un aspect urgent et vital de toute stratégie de lutte contre la pauvreté, dans la mesure où "un pays ... ne peut gagner cette bataille tant que son économie ploie sous le fardeau de la dette extérieure et des pressions continues dans ses relations". La perspective d'une conversion des dettes en dons pourrait permettre d'accroître les dépenses du secteur social qui, en renforçant la qualité de l'environnement, permettrait de réduire la vulnérabilité face aux catastrophes.

89. Deuxièmement, une convention internationale sur la désertification est considérée comme une nécessité urgente. Dans l'allocution qu'il a prononcée au nom de l'OUA, le Président Masire du Botswana a récapitulé les autres éléments essentiels. Des ressources nouvelles et additionnelles étaient requises de toute urgence pour faire face aux problèmes découlant de la dégradation de l'environnement.

90. Parmi les autres éléments préalables requis de toute urgence figurent des transferts de technologies appropriées à des conditions libérales, des apports additionnels de ressources, une réduction du déséquilibre commercial et un examen détaillé du champ d'action et des procédures du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)¹⁴. L'exécution des volets d'Action 21 intéressant l'Afrique, nécessite un financement à grande échelle, en particulier compte tenu du fait qu'environnement et développement sont les deux faces d'une même pièce. Un appel a été lancé au reste du monde afin qu'il paie "le prix qu'il faut" pour les ressources naturelles de l'Afrique et qu'il lève les obstacles tarifaires aux produits finis et manufacturés.

91. Dans les paragraphes précédents, les mécanismes internes et externes requis pour prévenir les catastrophes grâce à la lutte contre la pauvreté ont été examinés. D'autres questions importantes n'ont cependant pas été examinées, notamment la question de savoir comment ces éléments pourraient être liés à l'objectif final et qui seront les acteurs principaux. En second lieu, des mesures doivent être prises à plusieurs niveaux : sous-régional, national et local.

92. Dans le cadre du suivi de l'examen à mi-parcours de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles en Afrique, l'accent sera mis sur un cadre d'action au niveau des collectivités. Cette mesure trouve sa justification dans le fait que les échecs passés ont été largement imputés à l'"arrogance intellectuelle qui nous a empêché de bâtir sur la base des connaissances des populations. Les connaissances qu'elles possèdent, contrairement aux nôtres, sont fondées sur l'expérience personnelle et la somme des expériences acquises avec leurs phobies"¹⁵.

¹⁴ CNUED, 1993, p.229.

¹⁵ Burkey, 1993, p.55.

93. La nécessité d'un développement rural participatif endogène est ainsi une nécessité incontournable. Les preuves accumulées grâce à des études d'évaluation de certains travaux sur la prévention des catastrophes naturelles en Afrique, confirment que l'échec de nombreux programmes et projets est directement imputable au "manque de compréhension des valeurs sociales et culturelles ...des besoins et des priorités" des communautés rurales. "Il existe encore très peu de travaux de recherche sur les méthodes indigènes de lutte contre l'érosion et de production agricole, sur les variétés de récoltes locales et sur les méthodes de sylviculture adaptées à la région soudano-sahélienne"¹⁶. Les observations précédentes concernant la lutte contre la désertification s'appliquent également à d'autres efforts visant à prévenir d'autres catastrophes naturelles.

E. Appui multilatéral

94. Dans le cadre du programme quinquennal 1992-1997 de l'Assemblée générale des Nations Unies, le sous-programme 2 du programme 37 stipule que: "la prévention des désastres et la préparation aux catastrophes naturelles constituent les premiers pas" vers la gestion des sinistres. Les objectifs visés par le sous-programme consistent à améliorer en permanence les mécanismes d'atténuation des catastrophes naturelles" et "à mettre en place des mesures temporaires permettant de se protéger des catastrophes naturelles ou d'éviter à souffrir de leurs effets". La mission de l'UNDHA vis à vis des pays en développement sujets aux catastrophes naturelles consiste à:

- a) Transmettre à ces pays à l'avance "les connaissances pertinentes et la capacité requise pour mettre en oeuvre des politiques de prévention et d'atténuation des catastrophes naturelles, en vue de réduire les effets de telles catastrophes";
- b) Accélérer le flux de l'information et les échanges d'information, entre tous les organismes et toutes les institutions spécialisés dans les techniques de prévention et d'atténuation des catastrophes naturelles;
- c) Promouvoir les échanges de technologie entre pays sujets aux catastrophes naturelles et diffuser l'information pertinente dans ces pays;
- d) Mettre en place un programme dynamique de formation à la gestion des catastrophes naturelles en vue de renforcer la capacité des pays sujets aux catastrophes naturelles à lutter contre les effets de telles catastrophes.

95. Avant et pendant la première partie de la décennie, plusieurs Etats africains se sont attelés à mobiliser sous diverses formes les sources d'assistance bilatérale, en vue de renforcer leur capacité à gérer les catastrophes naturelles et partant, à réduire leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles. Malheureusement, leurs appels n'ont pas eu l'écho qu'ils méritaient et se sont heurtés, à un mur d'indifférence, en particulier à cause de l'indigence financière de l'UNDHA. Le document E/ECA/CM.20/CRP.5 présente un graphique édifiant sur cette situation. Il ressort de celle-ci que le Département devra faire preuve d'ingéniosité pour mobiliser les ressources financières qui lui sont nécessaires pour répondre aux besoins de plus en plus pressants de promotion d'une culture de la prévention et de l'atténuation des catastrophes naturelles exprimés par les Etats membres. Il faudra toutefois, que les donateurs investissent plus dans la prévention que dans les interventions consécutives à la survenue des catastrophes naturelles, comme c'est actuellement le cas.

¹⁶ PNUD, 1992, p.xii.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Cadre d'action en vue de la lutte contre les catastrophes naturelles et autres

96. L'analyse ci-dessus montre clairement que la lutte contre les catastrophes naturelles s'inscrit dans le cadre plus large de la lutte contre la pauvreté. En outre, ce sont les mêmes principes fondamentaux qui s'appliquent à ces deux formes de lutte. Toutefois, pour réussir sur ces deux tableaux, il faut comme l'enseigne l'expérience, éviter de raisonner à partir de simples idées reçues. Or, les stratégies actuelles de lutte contre la pauvreté et partant les stratégies de lutte contre les catastrophes naturelles, pèchent toutes par la place trop large qu'elles font à des stéréotypes qui posent pour certain que la manière dont les pauvres pensent les motivations à la base de leur comportement sont connues.

97. Pour corriger cette erreur, il conviendrait de faire une place plus large à la compréhension des mécanismes utilisés par les communautés rurales pour lutter contre la pauvreté et pour atténuer leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles, il faudrait également déterminer les ressources dont ils ont besoin pour atténuer cette vulnérabilité. Une fois acquise, cette base de connaissances pourrait être utilisée pour élaborer des politiques nationales pertinentes.

98. Un inventaire exhaustif des ressources de l'Afrique aux niveaux communautaire, national, sous-régional et régional dans divers domaines des activités visant à satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme doit être entrepris d'urgence. Sur la base de ses résultats, des réseaux efficaces et efficaces, à vocation pratique, pourraient être mis en place, en vue de l'atténuation des effets des catastrophes naturelles et de la réduction de leur gravité.

99. L'examen de la situation actuelle de l'Afrique révèle qu'il est nécessaire de renforcer les capacités nationales aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental, et en particulier au niveau communautaire. "Prévenir ce qu'on peut éviter et atténuer l'inévitable" tel pourrait être le thème de la deuxième moitié de la Décennie dont les détails seront développés dans les paragraphes ci-dessous.

100. La situation africaine montre également à quel point les responsables et les planificateurs africains sont sensibles aux effets dévastateurs des catastrophes naturelles. Les couches déshéritées des communautés rurales et des zones urbaines de l'Afrique sont encore plus directement et plus durement touchées par les ravages causés par les sécheresses à répétition, la désertification, les inondations, les infestations de ravageurs et les autres types de catastrophes.

101. Néanmoins, la coopération technique souhaitée, pour l'Afrique, par le biais d'échanges de connaissances scientifiques et du transfert de technologie en vue de la lutte contre les catastrophes naturelles ne s'est pas matérialisée. De même, l'appui attendu des organismes d'aide multilatérale en faveur des centres de recherche-développement nationaux, sous-régionaux et régionaux du continent spécialisés dans la lutte contre les catastrophes naturelles a été dans le meilleur des cas fort modeste. L'absence virtuelle du secteur privé, de la communauté scientifique et des médias sur le front de la lutte engagée par plusieurs pays contre les catastrophes naturelles est en toute vraisemblance révélatrice du peu d'empressement des gouvernements à traduire en stratégies et en programmes concrets de lutte leur volonté d'atténuer les ravages causés par les catastrophes naturelles, dans le cadre du développement rural. En outre, le secteur privé autochtone africain qui ne représente qu'une infime partie du secteur privé du continent, ne semble pas encore convaincu qu'il est de son intérêt, à court et à long termes d'investir dans l'atténuation des catastrophes.

A. Pour une efficace contre les catastrophes naturelles et pour atténuation appropriée de leurs effets en Afrique: Mesures à court terme

102. Pour atteindre à l'efficacité, les mesures de lutte contre les catastrophes en Afrique doivent s'appuyer sur quatre principes fondamentaux. Tout d'abord, il faut absolument que les planificateurs et les

responsables soient convaincus de la nécessité d'intégrer la prévention et l'atténuation des catastrophes naturelles dans les politiques et dans les plans nationaux de promotion du développement durable de protection de l'environnement et de lutte contre la pauvreté. Deuxièmement, il faut absolument que la population des groupes vulnérables participe pleinement et effectivement à tous les aspects de la lutte contre les catastrophes naturelles et autres, en vue de réduire leur vulnérabilité à de tels phénomènes. A cet égard, ils devront être associés au processus d'évaluation des risques, aux mécanismes d'alerte précoce, aux efforts d'information et à la recherche de solutions basées sur l'interaction des connaissances locales et des innovations technologiques modernes. Les diverses études de cas sous-régionales et nationales élaborées dans le cadre de la contribution de l'Afrique aux négociations de l'INCD réaffirment cette nécessité. Les exposés pays par pays faits par le Botswana, le Mali, la Tunisie, l'Ouganda de même que les contributions sous-régionales de l'Union du Maghreb arabe, du CILSS et de l'IGADD mettent tous sans exception l'accent sur cet élément et soulignent à divers degrés le rôle crucial des femmes dans toutes les phases et dans tous les aspects des stratégies et programmes mis en place pour lutter contre la désertification et pour mettre un frein à ce fléau.

103. Troisièmement, un mécanisme viable et novateur devra être mis en place à l'échelle nationale en vue de la mobilisation des ressources matérielles, techniques et humaines endogènes nécessaires. Ce mécanisme devra être appuyé par l'assistance extérieure sur présentation de propositions valables relatives au transfert de la technologie, du matériel et des fonds requis.

104. Quatrièmement, les objectifs et activités poursuivis dans le cadre de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles (IDNDR) s'inscrivent dans une optique de développement durable. L'évaluation exhaustive des risques liés aux catastrophes naturelles devrait par conséquent figurer dans les plans nationaux mis en place en vue du développement durable.

105. Les préparatifs de la Conférence de Yokohama et les délibérations de cette conférence donneront pour la première fois à plusieurs Etats africains l'occasion de s'atteler à la lutte contre les catastrophes naturelles dans le cadre du programme Action 21. Il importe par conséquent que la première activité à entreprendre pour l'Afrique à la suite de Yokohama prenne la forme d'une série d'ateliers sous régionaux dont l'organisation sera confiée au secrétariat de l'IDNDR du Département des affaires humanitaires, en collaboration étroite avec le secrétariat de l'AMCEN (OUA, CEA et PNUE).

106. Le succès de cette entreprise dépendra du sérieux de sa préparation. Parmi les principales activités préliminaires à entreprendre figure un rapport national qui sera le fruit des efforts collectifs des divers participants normalement appelés à constituer une équipe nationale de mise en oeuvre (NITF). Le rapport envisagé qui sera élaboré suivant un cadre préétabli sera soumis à une date déterminée au secrétariat chargé de l'organisation avant chaque atelier. L'idéal serait que les représentants des pays aux ateliers soient choisis parmi les principaux acteurs intervenant dans la mise au point des programmes nationaux de lutte contre les catastrophes naturelles.

107. Les actes de ces ateliers devraient constituer les premiers descriptifs des stratégies et des programmes d'action par pays à mettre au point. En égard au fait que certains pays sont relativement plus avancés que d'autres, les actes de ces ateliers devraient offrir aux participants une occasion à la fois unique, efficace et rentable d'échanger des idées, d'apprendre de nouvelles approches et de mettre au point des stratégies nationales appropriées.

108. Plusieurs tâches prioritaires doivent être accomplies d'urgence par les institutions sous-régionales de recherche-développement qu'elles soient anciennes ou nouvelles, pour compléter les efforts déployés par la contrepartie nationale, afin de réaliser à l'horizon 99 les grands objectifs de lutte contre les catastrophes. L'accomplissement de ces tâches repose sur la disponibilité de compétences techniques avérées et sur la mise à contribution de l'avantage comparatif dont disposent les diverses institutions concernées pour faire face aux divers types de catastrophes naturelles. Ces activités doivent toutefois favoriser les échanges d'information sur les techniques d'enseignement et de diffusion qui ont déjà fait leur preuve dans les divers

domaines de spécialisation, par exemple en vue de la promotion de la participation populaire. Ces tâches sont brièvement décrites dans les paragraphes ci-dessous.

B. Stratégies à moyen et à long terme

109. Pour ce qui est de l'Afrique, le cadre déterminé par les ministres africains du développement économique et de la planification dans leur document intitulé "Stratégies africaines de mise en oeuvre du programme Action 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement"¹⁷ constitue un excellent point de départ. Ce document identifie, à la lumière de la Position commune africaine sur l'environnement et le développement, les domaines prioritaires pour l'Afrique. Aux fins du développement durable, il propose les priorités suivantes:

- a) Gestion de la croissance et des pressions démographiques;
- b) Développement des établissements urbains;
- c) Réalisation de la sécurité alimentaire;
- d) Utilisation efficiente et efficace des ressources en eau;
- e) Efficience et autosuffisance énergétiques;
- f) Gestion des éco-systèmes;
- g) Production industrielle écologiquement propre.

110. En proposant les stratégies pour la mise en oeuvre des mesures de gestion des catastrophes et d'atténuation, il faudrait mettre l'accent sur la nécessité urgente d'apporter une assistance aux pays sujets aux catastrophes. Cela revêt de l'importance car la plupart des pays les moins avancés du monde - 34 sur 47 - se trouvent en Afrique subsaharienne et sont les plus vulnérables aux différents risques précisément à cause des manifestations concrètes qui traduisent leur pauvreté. Par conséquent, tout effort concerté visant à réduire l'incidence et les effets du phénomène des catastrophes naturelles sur leurs populations vulnérables doit tendre à satisfaire les besoins fondamentaux de ces personnes tout en assurant simultanément le développement durable tel qu'énoncé plus haut. En outre, la responsabilité nationale est considérée comme un principe fondamental en matière de conception, d'élaboration de stratégies, de planification et d'application des mesures de prévention des catastrophes naturelles. Il se dégage également un consensus sur le fait que l'inventaire et la mobilisation des ressources intérieures devraient constituer la base des initiatives extérieures et les précéder pour que celles-ci puissent réussir.

111. Par conséquent, le cadre d'action proposé sera principalement basé sur les mesures au niveau national qui visent à réduire la vulnérabilité de chaque pays au phénomène des catastrophes en assurant un accès accru et garanti de ses citoyens aux produits alimentaires, à l'eau potable, à un logement durable, à une énergie renouvelable à faible coût et aux soins de santé primaires préventifs. Ces mesures seront complétées par les mesures suivantes qui sont proposées respectivement aux niveaux sous-régional et régional.

112. Les informations disponibles sur les institutions existantes indiquent que les capacités locales recèlent de riches potentialités. Il faut donc les exploiter et les renforcer. Trois domaines d'action prioritaire permettront d'intensifier les efforts en matière de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets:

¹⁷ E/ECA/CM.19/8 du 8 mai 1993 (CEA, Addis-Abeba).

a) Mise en place et renforcement des systèmes d'information sur les catastrophes et de bases de données appropriées, y compris le recensement global des phénomènes et zones présentant des risques réels et potentiels de catastrophes;

b) Mise en valeur et renforcement des ressources humaines et matérielles et de la capacité des institutions de recherche - développement en matière de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets;

c) Mise en valeur et renforcement de la capacité en matière d'intégration des aspects de la prévention des catastrophes dans les plans et programmes nationaux de développement.

113. Les mesures dans ce domaine ne peuvent avoir d'effet que dans le cadre d'une action concertée au niveau de tous les Etats membres qui ont un but commun et font preuve d'une détermination réelle.